

Maghreb 2030

Table ronde n° 4

Enjeux de la globalisation pour le Maghreb et rôle du Maroc

Quelles postures : coopération, coordination, coopétition, co-développement ?

Xavier Guilhou¹

Si la finalité semble évidente et nécessaire de faire converger à l'horizon 2030 les intérêts du Maroc, de l'Algérie et de la Tunisie, de la Mauritanie et de la Lybie pour faire émerger un « grand Maghreb », ce qui n'est pas le cas aujourd'hui, **il convient de s'interroger sur la méthode et le cheminement à adopter et sur les priorités à prendre en compte pour atteindre cet objectif.**

J'aborderai cette question de fond, **en remettant volontairement l'accent sur les dimensions sécuritaires**, qui sont souvent sous-évaluées dans ce type d'analyse, et en confrontant la vision vertueuse que nous pouvons avoir de la globalisation **aux deux approches défensive et offensive** que toute puissance régionale, ou à défaut tout ensemble de puissances locales, doivent assumer face à l'adversité et aux possibilités offertes par l'histoire.

Je reconnais que mon propos sera jugé comme étant sûrement trop simpliste pour les experts en géopolitique ou en géo économie qui aiment bien parler de complexité, mais j'ai appris qu'en matière de gouvernance il vaut mieux parfois s'appuyer sur des approches simples qui ont le mérite d'avoir fait leurs preuves qu'elles que soient les époques. J'aimerai aussi rappeler en introduction du propos que le terme de « globalisation » est très récent (1960) et que celui de « mondialisation », même s'il a été utilisé par des historiens de renom, n'a été vulgarisé dans son acception actuelle que vers les années 1990. A titre anecdotique, il l'a été essentiellement sous l'effet des anciens « tiers-mondistes » qui se sont reconvertis en « antimondialistes » pour devenir ces « altermondialistes » que nous connaissons (essentiellement dans les démocraties riches...) à l'aube naissante de ce XXIème siècle.

¹CEO de XAG Conseil, Conseiller du Commerce Extérieur de la France, Auditeur de l'Institut des Hautes Etudes de la Défense Nationale, Vice-président de l'Observatoire des Rébellions, auteur de « *Quand la France réagira...* » Eyrolles février 2007, et coauteur de « *Quand ONG et PDG oseront* » Eyrolles 2005 et de « *La Fin du Risque Zéro* » Eyrolles février 2002. www.xavierguilhou.com

Toutefois ne soyons pas naïfs ces concepts renvoient à des modes de représentation et des pratiques qui restent occidentaux, avec d'un côté une **financiarisation extrême des échanges à l'échelle de la planète et de l'autre une consommation effrénée autour de l'émergence de marques mondiales**. Ces deux processus échappent de plus en plus à la régulation des états, ne laissent aux politiques publiques que le soin d'assumer des redistributions sociales déficitaires. Pour beaucoup la globalisation est aussi souvent confondue avec l'arrivée de cette «**société de la connaissance**» qui modifie en profondeur les frontières des échanges commerciaux et humains au niveau international.

On pourrait penser que les notions de « territoire » et de « conscience nationale », « de référence ethnique », « d'appartenance clanique »... n'existent plus au regard de ces concepts émergents qui sont largement vulgarisés par l'omniprésence des vecteurs multi médiatiques qui saturent les écrans plats de nos sociétés. L'examen de la réalité et les chocs de l'actualité nous obligent à relativiser cette vision unilatérale et linéaire de l'histoire et à admettre le retour d'une **effervescence historique avec des jeux d'acteurs imprévisibles ainsi qu'une vitesse dans les opérations et les transactions qui sont sans précédents**. Il est un fait, la globalisation n'a pas réduit pas en profondeur les questions identitaires et les problématiques de leaderships régionaux en les enfermant dans des standards bien établis. Tout n'est pas d'un côté « *United States* » par l'oncle Sam et de l'autre « *United Colors* » par Benetton, pour rester dans cette imagerie d'une globalisation incontournable des standards des visions politiques ou des marques commerciales. Bien au contraire **elle exacerbe de plus en plus ces dimensions identitaires et offre désormais à tous les acteurs de la vie mondiale la possibilité de positionner différemment le rôle de chacun à condition de savoir en assumer les contraintes (la dimension défensive) et les opportunités (la dimension offensive)**.

Pour ma part j'ai la conviction que **le Maghreb est entré durablement à la fois dans « l'œil du cyclone » sur le plan sécuritaire tout en étant au « carrefour » de grands rendez-vous historiques sur le plan de la prospérité et de la modernité**. Le Maroc occupe dans ces deux mouvements de fond, qui sont portés par la globalisation, une place singulière et tout ceci impose un travail de questionnement et de lucidité auquel je vous invite maintenant.

1°) Quels enjeux sécuritaires ?

Que faut-il défendre et préserver au niveau du Maghreb?

Quels sont les impératifs à assumer pour assurer la sécurité des intérêts vitaux du Maroc?

Pour le moment le Maghreb doit faire face à quatre espace-temps stratégiques, qui déterminent son avenir direct et immédiat du fait de leur proximité et de l'histoire, il s'agit :

- *Du bassin euro-méditerranéen* (en termes de sécurité sociale, économique et institutionnelle avec l'avenir de l'Union Européenne)
- *Des rivages américains* (en termes de sécurité financière, monétaire et militaire du fait de la surpuissance américaine dans ces domaines)

- *Du monde arabo-musulman* (en termes de sécurité énergétique mais aussi identitaire)
- *Du continent africain* (en termes de sécurité démographique et immunitaire – rappelons nous qu'à l'horizon 2050 l'Afrique représente un ensemble d'1 milliard d'individus avec un PNB qui ne cesse de régresser et qui pour le moment ne représente que le quart de celui de la Belgique, ce déséquilibre démographique et économique représente à terme une bombe à retardement qui pourrait remettre en cause tous les beaux scénarios de développement imaginés autour de la globalisation des économies)

Mais d'autres espace-temps tout aussi stratégiques et moins habituels sont en train d'émerger avec la globalisation des échanges et la révolution des NTIC ; Ils remettent en question les fondamentaux de la sécurité de cette géopolitique régionale. Ils sont à la fois moins géographiques et moins institutionnels. Ils sortent de nos visions du pouvoir et de la puissance. Ils sont plus transversaux, dilués au travers de réseaux informels et imprévisibles. Ces nouvelles menaces sont :

- *Les nouvelles formes de terrorisme qui déstabilisent tout autant l'Europe, le continent nord américain que le monde arabo-musulman et l'Afrique.* Cette menace se nourrit d'une crise identitaire au sein d'un Islam qui trouve au proche et moyen orient les sources d'une radicalisation certaine. Les réseaux djihadistes ciblent certes les sanctuaires occidentaux, se diluent et se développent au sein des contradictions européennes, mais se répandent via le sahel et déstabilisent en profondeur l'ensemble du Maghreb. Ils utilisent les paradoxes de la modernité et jouent l'asymétrie dans les postures de sécurité en se servant des réseaux de vie comme arme de destruction massive. **De tous les risques l'actuelle fragilisation du sahel, qui est utilisée par les réseaux salafistes pour répandre la terreur tant en direction de l'Afrique noire (cf. l'affaire du Darfour) que vers les pays du Maghreb (cf. les actions du GSPC), est la plus dangereuse et la plus immédiate.** Elle peut obérer durablement la stabilité de la région et l'enfermer dans des spirales chaotiques qui seraient dramatiques pour l'avenir du Maghreb et par effets collatéraux pour tous ses voisins et partenaires. Dans ce domaine soyons réaliste l'Europe serait la première victime de ce fléau et l'Afrique sub-saharienne deviendrait une zone d'instabilité très dangereuse pour la stabilité mondiale (cf. des pays comme le Nigéria, le golfe de Guinée...)
- *Les nouvelles formes de confrontations commerciales qui passent par d'autres circuits économiques que ceux du commerce international, avec d'une part les réseaux indiens, chinois qui se moquent des prescriptions de l'OMC, même s'ils en respectent apparemment les formes, mais aussi avec d'autre part les réseaux des zones grises qui vivent des contre façons et des trafics en tout genre (n'oublions pas qu'ils représentent actuellement plus de 1500 milliards de \$ et l'équivalent de 17% du commerce mondial, contre 3% il y a dix ans).* Le Maghreb est touché par ces phénomènes et doit les surmonter pour devenir éligible sur le plan des relations géopolitiques en particulier avec son voisin européen.
- *Les nouvelles formes de communication, qui constituent à la fois une formidable opportunité de développement et de rayonnement, mais aussi une source considérable de déstabilisation si la maturité des pays n'est pas au niveau de cette révolution informationnelle qui voit le jour.* Il y a là une « **bataille des esprits** » qui n'est pas neutre à terme en particulier en direction des sociétés civiles et des modes de

gouvernance (cf. par exemple le rôle joué par Al Djezira ou par le monde des ONG dans le règlement des conflits)

Pour toutes ces raisons il est important de s'interroger sur plusieurs questions de fond :

- **Quel sera l'état réel de la déstabilisation du sahel à l'horizon 2030 et quel est d'ores et déjà l'état réel de la menace terroriste sur les régimes du Maghreb** (rappelons nous que dans la région il n'y a qu'un seul dirigeant jeune avec le roi du Maroc et que tous les autres sont en fin de parcours politique, l'ensemble générant une situation) ?
- **Quel est et sera à moyen terme l'état de la coopération euro-méditerranéenne et nord atlantique sur ces questions et quelle est et sera la détermination des principaux alliés ou adversaires du Maroc sur ces questions ? Seront-ils prêts à « mourir » pour assurer la sécurité des intérêts vitaux du Maghreb qui constituent d'ores et déjà leur première ligne de défense** (*le même raisonnement vaut pour les Etats-Unis vis-à-vis du Mexique*) ?
- **Comment resituer la question du Sahara occidental par rapport à ces enjeux et quelles initiatives stratégiques le Maroc pourraient ils prendre, au-delà les actions actuelles et les blocages juridiques connus?**

Ces trois grandes préoccupations devraient pouvoir nourrir une question centrale : Que devrions nous mettre en place comme mode de **coordination pour lutter contre ces différentes menaces** et de **coopération avec les grands opérateurs de la sécurité internationale pour inventer des solutions** qui permettent d'aboutir à cet objectif de convergence sécuritaire à l'horizon 2030 pour le Maghreb et encore plus pour le Maroc à court terme?

2°) Quels enjeux de prospérité ?

**Quels sont les facteurs de développement et de rayonnement ?
Quelles postures offensives faut-il promouvoir pour s'inscrire dans la modernité du XXI siècle ?**

Actuellement la plupart des pays en émergence oscillent entre les modèles économiques sociaux démocrates européens ou libéraux anglo-saxons avec un référentiel majeur qui se veut occidental alors que le centre du monde se déplace à très grande vitesse sur l'océan indien et le Pacifique. Dans l'optique d'une projection Maghreb 2030 il est **indispensable de réfléchir à d'autres stratégies alternatives qui tiennent compte du patrimoine culturel, identitaire et de l'authenticité des pays de la région pour soutenir leur développement tant économique que social.**

Dans ce domaine le Maroc, de par sa géographie et son histoire, a toujours été un modèle de gouvernance à part, qui est intéressant à plus d'un titre **tant en terme de légitimité et d'affirmation de l'autorité politique que par sa capacité à s'appuyer sur de fortes**

identités locales pour travailler la singularité de sa marque au niveau international (cf. la signature des produits de l'artisanat marocain au niveau mondial). Face à un environnement économique et financier qui est en pleine transition historique au niveau mondial avec la fin du pétrole et l'arrivée de la société de l'information **comment le Maghreb peut-il positionner sa valeur ajoutée et faire émerger ses pôles d'excellence ?**

- Doit-il adopter une vision radicale de la compétition mondiale et adopter les règles des zones émergentes en faisant comme les pays de l'est, l'Amérique latine, les pays du sud-est asiatique pour faire face au choc des puissants (couple USA Europe contre couple Inde Chine) en pratiquant le dumping social ou alors **être à l'origine de stratégie de coopération intelligente et subtile comme le font certaines régions du monde autour de clusters innovants et entrepreneurs** (cf. l'exemple du Canada, Singapour, Dubaï, Maurice) ?
- Ne devrait-il pas imaginer d'autres stratégies de développement sur les maillons faibles de la vie internationale, telle l'Afrique sub-saharienne, **en imaginant de nouvelles logiques de co-développement** pour stabiliser ces continents et les sortir de la spirale chaotique qu'ils connaissent actuellement ?
- Quels sont **les points forts et les points faibles du Maghreb par rapport à ces questions de coopération et de co-développement ? Que faudrait-il mettre en œuvre pour surmonter les freins actuels en particulier dans le domaine éducatif tant en interne qu'en périphérique?** N'oublions pas dans ce domaine que la première urgence reste celle de l'alphabétisation des populations surtout avec une Afrique qui est à 90% analphabète. Il est inimaginable de promouvoir une société de la connaissance si les sociétés ne sont pas en mesure d'y entrer avec les bases minimales. Il y a là un enjeu pédagogique et un défi en termes de déclinaisons à imaginer et à mettre en œuvre et vis-à-vis desquels le Maroc pourrait constituer un chef de file audacieux et ambitieux. C'est sans aucun doute le défi le plus crucial des prochaines décennies.

Tout ceci pose, au delà les questions de la coopération qui devrait se superposer à la compétition sauvage qui règne au niveau mondial, du co-développement qui devrait se substituer aux perfusions inefficaces de l'aide au développement, **la problématique des nouvelles architectures qu'il faudrait mettre en place entre le Maghreb et les grandes organisations internationales et non gouvernementales** sur ces sujets pour initier des processus vertueux qui soient plus décentralisés (cf. le microcrédit), plus efficaces (cf. les joint venture entre grands groupes mondiaux et tissus économiques locaux pour créer des initiatives compétitives), et surtout plus durables (cf. la formation professionnelle des jeunes).

Elle pose aussi **la question des stratégies de convergence à mettre en œuvre avec les grandes puissances pour faire admettre le Maghreb comme étant partie intégrante dans les jeux multipolaires.** La question se pose entre autre vis à vis de l'Union Européenne, des Etats-Unis mais aussi de la Chine et de l'Inde afin que la région ne soit plus considérée à horizon 2030 comme une simple zone de sous-traitance, une zone touristique ou une zone de trafics, mais bien comme cela commence à être le cas une zone stratégique en terme d'investissements directs pour les capitaux étrangers et aussi pour les résidents locaux à l'étranger, en terme d'innovation et de développement.

Les questions du « comment faire » et « avec qui » se posent. Quels sont donc les partenaires et les cheminements à privilégier et pour quelle valeur-ajoutée réciproque ?

Je vais laisser les experts du panel répondre à ces interrogations de fond mais avant et pour conclure j'aimerais vous engager à méditer cette réflexion du ministre des affaires étrangères de Singapour, George Yeo et que je trouve tout à fait adapté à la situation du Maghreb et encore plus à celle du Maroc : « *Nous sommes un petit bateau. Nous devons étudier soigneusement le courant, nous placer à l'endroit où il nous emmènera le plus loin et faire en sorte que tous les passagers comprennent la manœuvre* ». Il est toujours intéressant de regarder comment d'autres, surtout de petits territoires, dépourvus de ressources naturelles, ont pu survivre et prospérer alors qu'ils sont entourés de pays à priori hostiles, extravagants ou paradoxaux dans leurs comportements.

A cet effet j'aimerais vous indiquer deux voies à privilégier dans ce contexte de globalisation pour « ré-enchanter » le cheminement d'un projet maghrébin dans un monde à priori frappé par le cynisme d'une extrême financiarisation des échanges et par le diktat des marques et des standards dont la tentation ultime serait de gommer les identités locales : **La première est de mettre la société civile au cœur des grandes mutations.** Elle doit s'approprier les bases de la transformation historique que vit le monde avec cette entrée dans la société de l'information et de la connaissance. Les états ne peuvent plus imposer une marche en avant, et encore plus des constructions régionales audacieuses, sans une adhésion forte de leurs populations, ceci est un préalable tant en terme éducatif qu'en terme de confiance réciproque. **La seconde est de s'appuyer sur la jeunesse qui est le véritable capital de la région** surtout face au déséquilibre démographique du nord qui ne fabrique que des vieux et de la pression migratoire du sud qui ne compte que des analphabètes. Ces deux voies me paraissent déterminantes pour tenir les grands enjeux défensifs et offensifs que je viens d'évoquer en introduction de cette table ronde. **J'ai pour ma part la conviction que vous avez ici avec le Roi Mohamed VI une chance unique du fait de sa jeunesse, de son projet de société, et surtout de son autorité politique et religieuse qui s'affranchit des contingences du temps. La permanence et l'audace sont dans ce domaine de véritables atouts de gouvernance, vous les avez plus que les autres pays du Maghreb, il ne reste plus qu'à préserver vos intérêts vitaux et à imaginer comment incarner un projet régional incontournable et fort.**